Communiqué du Collectif Rio + 20 : "Rio + 20, nouvel échiquier mondial, vieilles recettes"

jeudi 21 juin 2012

Mardi 19 juin, dernière conférence plénière avant l'arrivée des chefs d'Etats, les ministres ont adopté un texte final pour la conférence RIO+20. Le Brésil, pays hôte, a pris la main, à marche forcée, alors que les blocages perdurent depuis 6 mois. Cela a abouti à un texte de consensus dit [équilibré], mais qui laisse un goût amer à beaucoup de pays dont les aspirations n'ont pas été transcrites. Quant à la société civile, elle devra rebondir pour ne pas abandonner l'idée de nouveaux modes de développement pour « le futur que nous voulons ».

Le Collectif Rio+20 arrivait à Rio avec des propositions, partant d'un constat sur les causes structurelles des crises que nous vivons. Constat partagé par les sociétés civiles de nombreux pays. Or le texte de 40 pages fait l'impasse sur les réels défis de la mondialisation, l'épuisement des ressources naturelles, et l'évolution de l'économie mondiale. Quant à la prise en compte des enjeux d'équité, d'égalité, de travail décent, de transition, de sécurité sociale et écologique, de souveraineté alimentaire, de protection sociale, de préservation de la biodiversité ou encore de garantie des droits d'accès à l'eau et à l'énergie, les propos restent incantatoires quand ils ne marquent pas un recul par rapport à l'existant. Aucun engagement, ni rupture avec le modèle actuel, responsable de la crise multiple que nous traversons, ne figure dans cette déclaration. Un texte purement déclaratif, sans aucune contrainte. Le cas du droit à l'eau est un exemple emblématique.

Des ruptures étaient clairement attendues pour la défense d'autres modes de développement socialement justes et écologiquement durables, d'autres modes de consommation et de production. Une évolution à enclencher rapidement pour les pays développés et émergents. Mais la question énergétique et l'éradication de la pauvreté sont au coeur de cette transition sociale et écologique pour tous les pays. Les négociations internationales de ces deux dernières années montrent à quel point des objectifs et un calendrier sont nécessaires pour concrétiser des engagements, en termes d'indicateurs, de réformes institutionnelles, de ressources innovantes à déployer ou de participation de la société civile.

Finalement, tout au long de ces pages, la déclaration prône un verdissement de l'économie, en gardant le marché comme boussole et la préservation des intérêts nationaux de court terme. Des mentions éparses et courtes aux semences traditionnelles, aux approches hors marché pour les communautés locales ou la notion de Terre Mère, chère aux pays d'Amérique Latine pourraient montrer une lueur d'intérêt ouverture vers d'autres d' visions. Or sans proposition concrète, elles reflètent surtout les stratégies de contournement des négociations.

Le texte est par ailleurs symptomatique des rapports actuels entre certains pouvoirs politiques et les

citoyens. Les négociateurs ne parlent pas de ce qui se passe au Sommet des peuples, ou dans les différents évènements organisés par les associations et mouvements sociaux. L'organisation de journées de dialogues avec la société civile a donné lieu à des débats intéressants et novateurs, mais les propositions concrètes, pourtant votées par des milliers de personnes ne sont pas reprises de manière égale dans la déclaration.

Un manque de transparence et de gouvernance tel que le groupe représentant les ONG à l'ONU demande le retrait de la mention « *avec la pleine participation de la société civile* » du texte de Rio.

Le Collectif français Rio+20 affirme qu'il existe d'autres solutions et plus ambitieuses aux crises que nous vivons, et notamment :

• Fonder l'approche du développement durable sur un principe de responsabilité universelle et sur les droits humains, les droits sociaux et les droits écologiques, y compris le droit à l'eau et à une alimentation saine l'alimentation qui doivent guider toutes politiques.

• Relocaliser les activités, développer une économie de fonctionnalité, des circuits courts et l'usage partagé de biens. Rompre avec la course à la consommation, et orienter nos modèles de production vers la satisfaction des besoins des populations dans le respect des limites de la planète.

• Soutenir l'innovation, et pas seulement technologique, permettant des modes de production respectueuses de l'environnement, mais aussi tournées vers le bien être des communautés locales et dans l'intérêt général.

• Réaffirmer et protéger les biens communs, qu'ils concernent les milieux naturels, l'immatériel technologique ou culturel.

• Généraliser un socle universel de protection sociale.

• Rechercher la souveraineté alimentaire en soutenant la production des 1.8 milliards de petits agriculteurs familiaux. Réguler le système financier international et la pêche artisanale.

• Mettre en notamment place une taxe internationale sur les transactions financières.

Le texte de négociation ouvre la porte à la mise en place d'Objectifs de Développement Durable, sans qu'ils soient définis et précisés. Le collectif RIO+20 entend que soit mis en place d'ici 2015 un travail participatif, partant des enseignements des précédentes feuilles de route et des besoins des populations. Il ne faut pas se retrouver encore dans deux ans face à des décisions à prendre sans le travail nécessaire pour des objectifs équitables et soutenables. Le Collectif demande ainsi au gouvernement français de porter dans les prochains calendriers internationaux une vision exigeante et à la hauteur des défis historiques que l'humanité traverse.

Le Collectif Rio+20
Contacts : Mail
Vaia TUUHIA, +55(21)8020 9249
http://collectif-france.rio20.net

Le Collectif RIO+20
En juillet 2010, plusieurs acteurs de la société civile (ONG de solidarité internationale, ONG d'environnement, syndicats), ont pris l'initiative de se réunir dans un collectif autour des enjeux du prochain Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en juin 2012 : Rio+20.

Les objectifs du Collectif RIO+20 sont autant de penser le changement que de faire des propositions concrètes. Le Collectif a ainsi produit des documents de position et d'analyseà tant dans les espaces institutionnels de la Conférence de l'ONU que dans les dynamiques citoyennes du Sommet des Peuples.

Copyright © Site de l'Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article1844